



Cf. <http://polib.poleuniv-lille-npd.fr>

Les documents numérisés en ligne

Utilisateurs et concepteurs de bibliothèques virtuelles, entre attentes des uns et contraintes des autres, tous acteurs*...

Concernant les sciences dures, des outils automatisés d'exploitation de l'information scientifique diffusée sous forme d'articles ou de rapports par les éditeurs commerciaux ou encore dans les nombreuses bibliothèques numériques spécialisées permettraient aux chercheurs – de plus en plus habitués à accéder à tout depuis leur écran – de trier efficacement la surenchère d'une information essentiellement constituée de périodiques qu'il s'agit avant tout de maîtriser. À ce titre, les alertes proposées par les éditeurs commerciaux sont très pratiques en matière de veille scientifique. Pour des recherches précises, le recours à des moteurs de recherche généralistes comme Google Scholar, ou des portails documentaires type ABES, INIST ou d'éditeurs commerciaux, se révèle toujours plus efficace que la consultation isolée de bases de données locales éditrices de l'information recherchée. La gestion et le tri de la pléthore d'informations disponibles demeurent au cœur du problème de l'accès pertinent à l'essentiel de l'information. L'indexation systématique n'est pas assez spécialisée, seule une réindexation personnelle s'avère vraiment significative ; l'outil de classement bibliographique EndNote, certes payant, étant d'un bon secours. Dernier point, un article en ligne ne remplace pas sa version papier annotable, remarque qui actualise plus que jamais l'idée du bureau virtuel qui permettra peut-être un jour d'annoter aussi en ligne après téléchargement. L'indexation spécialisée et les attentes des différents publics restent difficiles à concilier ; les consortiums de négociants

permettent aux petits établissements d'offrir une documentation riche aux chercheurs, chose inenvisageable dans une logique d'établissement. Quant au problème du filtrage de l'information, il ne peut être envisager du côté du fournisseur, le chercheur – muni de ses propres critères de filtrage – devant se saisir de l'information dont il valide en définitive les contenus. Comment concevoir donc le rapport de médiation ? Le réflexe du chercheur penche en faveur de son propre camp, seul aujourd'hui en mesure de développer un web-sémantique sur un corpus restreint. L'historien, habitué à la manipulation de documents d'archives, est essentiellement à la recherche de textes normatifs en ligne, par essence les plus difficiles à indexer et qui mettent en œuvre un vocabulaire spécifique – édits, ordonnances, etc. Les recherches sur Gallica, principale ressource pour qui cherche des textes d'Ancien Régime en masse, se sont révélées peu concluantes, malgré une tentative d'élargissement des termes de recherche : un requête lancée sur un terme précis (comme *édit*) ne renvoie pas un nombre significatif de résultats, tandis qu'une recherche sur le terme générique *hôpital* renvoie inévitablement du bruit.

La question de **l'indexation des documents numérisés** est donc relancée : comment faire pour les rendre aisément repérables par ceux qui sont le plus à même de les exploiter ? On rappelle quelques principes mais aussi quelques limites de *Gallica* : la part d'ouvrages d'Ancien Régime n'y est pas si importante ; pour des raisons de technique de numérisation, ce sont les ouvrages du XIX^e siècle qui sont surreprésentés – on peut acheter des *antiquaria* à prix raisonnable, qui ne seront destinés qu'à la numérisation. Il est donc logique qu'un historien de l'Ancien Régime ne trouve pas tout ce qu'il cherche sur le site. L'indexation y est établie à partir de Rameau ; en tant que source d'indexation normalisée, elle permet une

interrogation raisonnée du catalogue de Gallica et des requêtes transposables sur d'autres catalogues fonctionnant aussi en Rameau. L'inconvénient de Rameau, c'est qu'il ne semble pas toujours parfaitement adapté à tous les domaines ; il est possible que dans le cas des hôpitaux militaires d'Ancien Régime cette indexation ne soit pas pertinente ! L'historien de la chimie travaille parallèlement sur des sources primaires (ouvrages des XVI^e aux XVIII^e siècles) et secondaires (bouquets d'archives Jstor et de périodiques Muse) et considère que la numérisation permet d'abolir les distances, de **démocratiser l'accès aux fonds anciens**, et de favoriser la découverte de nouveaux ouvrages. La cohérence des corpus numérisés apparaît en revanche rarement en accord avec les publics de lecteurs traditionnels. Il est rappelé alors que les bibliothèques chargées de projets de numérisation n'ont pas de vocation spécifiquement bibliographique et qu'il revient aux portails thématiques d'abolir réellement, même à l'échelle du web, la notion de numérisation en un lieu et de consultation en un autre lieu. Les programmes de coopération manquent encore de souffle, et les frontières linguistiques se posent plus que jamais à l'échelle internationale. Si le projet MICHAEL de plate forme européenne multilingue de ressources culturelles numérisées réunit déjà la France, le Royaume-Uni et l'Italie, aucun portail international de la *Francophonie* n'est encore envisagé. Le participant au projet PHARE (Pôle d'histoire de l'analyse des représentations économiques) insiste sur la double nécessité de préserver la matérialité visuelle des textes autant que d'en pouvoir interroger le contenu en mode plein texte mis en cache derrière chaque image. La reconstitution de textes anciens a permis de fournir aux étudiants des sources typographiquement modernisées qui n'auraient pu être abordées il y a dix ans. S'ils sont certes moins authentiques

scientifiquement, ils présentent des atouts pédagogiques réels, surtout en termes d'approche des concepts.

Deux idées-force

Le dialogue est aujourd'hui plus que nécessaire entre utilisateurs et concepteurs de bibliothèques virtuelles pour que les initiatives de chacun puissent se concilier et ne pas systématiser de fossé entre e-lecteurs et producteurs d'informations.

La mutualisation thématique, bibliographique, linguistique ou simplement encyclopédique de la documentation numérique s'inscrit comme le programme de survie de ses contenus.

Ghislain Dibie
et Cécile Martini

Ghislain Dibie - Pôle universitaire européen Lille-Nord-Pas-de-Calais
☎ 03 20 29 86 09 ou 03 20 41 70 39
📠 85 64

Cécile Martini - Université Lille-III
Service commun de la documentation
☎ 03 20 29 70 34

* **Tous acteurs...** Les documents numérisés en ligne - Cf. *Arabesques* n° 40

La table ronde, animée et modérée par Isabelle Westeel de la bibliothèque municipale de Lille, a réuni pour un débat focalisé sur les usages et le public des bibliothèques virtuelles, le camp des acteurs maîtres d'œuvre qui opèrent derrière les écrans d'ordinateur et celui des utilisateurs, invités pour l'occasion à rapporter, dans un récit d'expériences, leurs doléances mais aussi leurs attentes en qualité de lecteurs virtuels.

Trois représentants de projets distincts :

Thierry Claerr - Direction du Livre et de la Lecture - Numérisation du patrimoine culturel
Frédérique Joannic-Seta - BNF - Projet Gallica
Jean-Émile Tosello-Bancal - SDBD - Projet PERSEE
Quatre utilisateurs d'horizons universitaires différents :

Benjamin Hanoune - Chercheur en sciences dures
Renaud Limelette - Docteur en histoire du droit, spécialiste des hôpitaux militaires aux XVII^e et XVIII^e s.

Rémy Franckowiack - Docteur en histoire de la chimie, spécialiste de la matière du XVI^e au XVIII^e s.

Loïc Charles - Enseignant-chercheur à l'INED (Institut national d'études démographiques)

Agenda



Nouveau doyen

Nouveau doyen de l'Inspection générale des bibliothèques, Daniel Renoult, qui a dirigé la mission U3M, a fait le bilan de l'avancement des projets parisiens, quant aux bibliothèques universitaires. Cf. *Livres Hebdo* n° 619 du 28.10.2005

L'Inspection générale des bibliothèques

en 2006

Jean-Marie Arnoult
Dominique Hameau, secrétaire de l'IGB
Françoise Lemelle
Claudine Lieber
Lydia Mérigot
Danielle Oppetit
Denis Pallier
Albert Poirot
Daniel Renoult, doyen de l'IGB

IGB

✉ igb@education.gouv.fr
☎ 01 55 55 25 39 📠 05 69
📠 Bureaux 10 rue Auber
75009 PARIS
Courrier 110 rue de Grenelle
75357 PARIS SP 07



Les étudiants et la documentation électronique

La journée d'études (6.12.2005) organisée par le service commun de la documentation de l'Université d'Artois, a porté sur la question de la documentation électronique, sujet d'actualité essentiel pour la communauté universitaire. Cf. *liste suelec, biblio-fr et adbs-info*.

La documentation électronique, notamment les périodiques, représente, en effet, une part de plus en plus importante des dépenses documentaires des universités, celle-ci devant répondre

à la demande des étudiants qui, dans leur majorité, souhaitent disposer d'accès aux ressources électroniques.

En outre, la problématique de la documentation électronique est directement liée à celle de la mise en œuvre dans les établissements de portail documentaire ou système d'information intégré. Le portail permet de faciliter le travail de l'étudiant et du chercheur en leur apportant les ressources électroniques directement sur leur bureau, du simple fait de leur appartenance à l'université. Engagée dans un tel projet, l'Université d'Artois ouvre début 2006 au public son propre portail documentaire.

Le propos de la documentation électronique concerne, toutes disciplines confondues, la forme même du document : support et mode de diffusion. La déclinaison du thème par les divers intervenants a permis d'en exposer les multiples facettes, sous l'angle à la fois des mutations engendrées dans les pratiques professionnelles et des usages par les étudiants.

Cf. <http://www.bu.univ-artois.fr>
SCD de l'Université d'Artois
J-L. Boutroy
☎ 03 21 60 37 63 ou 08 ou 63 📠 37 83



OCLC PICA reprend FDI

« **Leiden/Sheffield**, le 3 novembre 2005 – OCLC PICA BV (Leiden, Pays-Bas), leader européen des services informatiques destinés aux bibliothèques annonce l'acquisition de Fretwell-Downing Informatics Group (FDI – Sheffield, UK). Ainsi les deux organismes vont renforcer et étendre le développement de leurs systèmes et la flexibilité de leurs services. Cette nouvelle organisation offrira les meilleurs produits et services à ses utilisateurs au meilleur prix, le plus rapidement possible. »

Cf. <http://oclc-pica.org/?id=1483&ln=fr>
OCLC PICA est le fournisseur des logiciels du catalogue Sudoc.